

CAISSE REGIONALE
CREDIT AGRICOLE MUTUEL ALPES PROVENCE
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2011

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'Administration de la
Caisse Régionale Crédit Agricole Alpes Provence en date du 26 juillet 2011**

Société Coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,
Société de courtage d'assurance, immatriculée au registre des intermédiaires en
assurance

Sous le N°07019231

Siège Social : 25 chemin des trois cyprès 13097 Aix en Provence
Immatriculée au RCS Aix en Provence N) 381 976 448

SOMMAIRE

RAPPORT ACTIVITE SEMESTRIEL	5
1 - PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS	5
2 - RESULTATS CONSOLIDES	5
L'ACTIVITE COMMERCIALE SOUTENUE PAR LE FINANCEMENT DE L'HABITAT	5
DES RESULTATS FINANCIERS SOLIDES	5
LE CERTIFICAT COOPERATIF D'INVESTISSEMENT (CCI)	6
PERSPECTIVES	6
3 - STRUCTURE FINANCIERE	6
4 - RESULTATS PAR SECTEUR ACTIVITE.....	7
5 - FACTEURS DE RISQUES	7
RISQUES DE CREDIT	7
RISQUES DE MARCHE.....	11
GESTION DU BILAN.....	12
RISQUES OPERATIONNELS	14
RISQUES DE NON CONFORMITE.....	15
COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES.....	17
CADRE GENERAL	17
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	17
COMPTE DE RESULTAT	17
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	18
BILAN ACTIF.....	19
BILAN PASSIF	20
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	22
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	23
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES.....	25
1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES	25
2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION – PARTIES LIEES	27
2.1. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre.....	27
2.2. Les écarts d'acquisition.....	27
2.3. Parties liées	27
3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	28
3.1. Produits et Charges d'intérêts.....	28
3.2. Commissions nettes.....	28
3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.....	29
3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente.....	30
3.5. Produits et charges nets des autres activités	31
3.6. Charges générales d'exploitation.....	31
3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles .	31
3.8. Coût du risque.....	32
3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs	32
3.10. Impôts	32
3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	33
4. INFORMATIONS SECTORIELLES	34
5. NOTES RELATIVES AU BILAN	34
5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat.....	34
5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente.....	35
5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle.....	36
5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers	37
5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle.....	38

5.6.	<i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.....</i>	39
5.7.	<i>Immeubles de placement.....</i>	39
5.8.	<i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition).....</i>	39
5.9.	<i>Provisions.....</i>	39
5.10.	<i>Capitaux propres.....</i>	40
6.	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE.....	41
7.	RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS.....	43
8.	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS.....	43
8.1.	<i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût.....</i>	43
8.2.	<i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.....</i>	43
9.	ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE.....	44
10.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2011.....	45
	ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L INFORMATION.....	46
	RAPPORT DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	47

RAPPORT ACTIVITE SEMESTRIEL

1 - PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

a. Changements de principes et méthodes comptables

1. Application du référentiel IAS/IFRS

Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers.

2. Changements de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'a été effectué sur la période.

b. Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation des comptes du Groupe Alpes Provence n'a pas évolué depuis le 31 décembre 2010

2 - RESULTATS CONSOLIDES

L'activité commerciale soutenue par le financement de l'habitat

En M€	30/06/10	30/06/11	% EVOL.
Encours de collecte	15 299	15 549	+1,6%
Encours de crédit	10 892	11 145	+2,3%

L'activité crédits poursuit son développement porté par le financement de l'habitat : avec un volume de réalisations en progression de plus de 25% par rapport au 1^{er} semestre 2010, les encours de crédits habitat augmentent de +5,3% sur 12 mois. Globalement la production de crédits s'élève à 944 Millions d'Euros pour le 1^{er} semestre 2011 et témoigne de l'engagement de la Caisse Régionale dans le soutien à tous les acteurs de l'économie régionale.

Dans le même temps, l'évolution de la collecte reste plus modérée avec des encours qui affichent une progression de +1,6 % : la dynamique de l'activité collecte livrets et assurance vie se confirme, tandis que l'encours de valeurs mobilières se trouve pénalisé par la volatilité des marchés boursiers.

Des résultats financiers solides

Au 30 juin 2011	M€	Évolution sur un an
RESULTATS CONSOLIDES (normes IFRS)		
Produit Net Bancaire	266,4	+18,3%
Charges de fonctionnement	113,3	+3,4%
Résultat Brut d'exploitation	153,1	+32,5%
Résultat Net Consolidé	52,8	-9,4%
RESULTAT NET SOCIAL	48,8	+2,8%

Le Produit Net Bancaire consolidé du Crédit Agricole Alpes Provence s'établit à 266,4 Millions d'Euros pour le 1^{er} semestre 2011, en progression de +18,3%.

Cette forte évolution est soutenue par la marge d'intermédiation qui continue à bénéficier d'une gestion active du refinancement et par une contribution positive du PNB issu du compartiment fonds propres.

Au cours du second trimestre 2011, la Caisse Régionale a dénoué un litige sur une ligne de refinancement qui s'est traduit par un impact favorable dans les comptes en matière de PNB d'intermédiation, alors que l'indemnité de transaction versée, couverte en partie par des provisions pour litige et pour risques bancaires généraux a impacté le coût du risque. Néanmoins, l'impact de la sortie de ce litige est peu significatif sur le résultat au 30 Juin 2011 et permettra, en outre, à la Caisse régionale de réduire sensiblement son coût de refinancement sur les 6 prochains mois et les années à venir.

Dans un contexte d'augmentation des coûts informatiques (projet NICE) et des taxes bancaires, les charges de fonctionnement restent maîtrisées; elles progressent de +3,4%.

En conséquence, le Résultat Brut d'exploitation s'affiche en nette amélioration: +32,5% par rapport à Juin 2010.

Hors impact litige, le coût du risque crédit poursuit sa baisse par rapport aux années précédentes. Le taux de créances douteuses et litigieuses se stabilise à 3,23 % des encours, avec un taux de couverture global de 71,4%.

Le Résultat Net Social atteint 48,8 Millions d'euros en augmentation de 2,8%, alors que le Résultat Net Consolidé (normes IFRS) s'élève à 52,8 Millions d'Euros et recule de 9,4% après prise en compte des retraitements fiscaux (impôt différé d'actif).

Le certificat coopératif d'investissement (CCI)

Le 11 avril dernier, la Caisse Régionale a versé un dividende de 2,64 euros net par titre, ce qui représente un rendement de 4,57% sur la base du cours moyen 2010 (soit 57,74 €).

Perspectives

Conformément aux axes de développement affirmés dans le cadre de son projet d'entreprise « CAAP 2015 », la Caisse Régionale Alpes Provence entend renforcer la qualité de la relation avec ses 680 000 clients. La centralisation de ses fonctions support dans son nouveau siège administratif désormais opérationnel et la poursuite du déploiement de son dispositif commercial contribueront à proposer plus de compétences en proximité pour renforcer le développement commercial.

3 - STRUCTURE FINANCIERE

a. Les Fonds propres

Les capitaux propres, part du groupe, s'élèvent au 30 juin 2011 à 1.746 millions €. Ils enregistrent depuis le 1^{er} janvier 2011 une progression de plus de 38,8 millions €. Les principales variations à l'origine de cette évolution, telles que décrites dans le tableau de variation des capitaux propres des états financiers consolidés, sont constituées de l'effet de la distribution du résultat 2010 (soit - 17,5 millions €), de la variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (soit + 0,4 millions

€), de l'augmentation de capital des Caisses Locales, soit (+ 3,1 millions €), et de la constitution du résultat semestriel, (soit + 52,8 millions €).

b. Les parties liées

Voir Notes 2 des états financiers semestriels.

4 - RESULTATS PAR SECTEUR ACTIVITE

La Caisse Régionale Alpes Provence exerce son activité dans le secteur de la banque de détail de proximité en France. Les tableaux de formation du résultat ne sont donc pas ventilés selon d'autres critères.

5 - FACTEURS DE RISQUES

RISQUES DE CREDIT

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du document de référence 2010, pages 8 à 12.

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

I. Principales évolutions

1. Objectifs et politique

En 2011, la Caisse régionale a fait évoluer sa politique d'octroi de crédit, afin de s'adapter à l'évolution de son marché et d'améliorer la qualité de son risque.

Cette modification a été validée par le Conseil d'Administration en mai 2011.

Les principales modifications portent sur

- La création d'une politique pour la Banque Privée
- La création d'une politique pour les Organismes de Logement Social
- La prise en compte du développement probable et des spécificités des PPP (partenariats Public / Privé)
- De nouvelles limites et une nouvelle règle : toute dérogation aux limites fixées est de la décision du Conseil d'Administration

En complément de cette politique crédit, les règles détaillées d'octroi et de délégations ont été précisées au travers de notes d'instruction qui encadrent le fonctionnement de tous les collaborateurs de l'entreprise.

De plus, les exclusions générales en matière de crédit ont été harmonisées avec la politique d'ouverture de comptes afin d'assurer la cohérence du processus d'entrée en relation.

Des ajustements de montants ont été réalisés

Baisse de la limite globale de 100 M€ à 50 M€ pour les collectivités publiques Hausse de certains seuils par note :

J sur les particuliers (1 M€ contre 0.75 M€ en 2010)

I sur les Pros et les Agr (1 M€ contre 0.75 M€ en 2010)

F sur les Agilor (de 25 K€ à 80 K€)

En parallèle, la Caisse régionale a poursuivi son effort de provisionnement en renforçant les provisions pour la filière Habitat locatif, en constituant une filière complémentaire sur les CHR et en affinant le contenu de la filière Professionnels de l'immobilier, soit un montant global de provision filière à fin juin de 75,3 M€.

2. Gestion du risque

2.1. Organisation et dispositif de suivi

Le service Contrôle Central des Risques contribue à l'amélioration de notre risque de crédit grâce à ses actions :

- Formulation d'un avis risque indépendant, lors de l'attribution des financements, sur les dossiers de la banque Entreprise et de la Promotion Immobilière, avec réalisation d'un reporting relatif aux dossiers hors politique .
- Constitution et diffusion d'un ensemble de tableaux de bord et d'indicateurs de risque permettant de suivre de façon mensuelle les divers éléments constitutifs de notre risque global et intégrant les notions Bâle II (EAD, défaut et sensibles).
- Conduite de revues de portefeuilles formalisées sur l'ensemble des marchés en collaboration avec les services gestionnaires et les régions, réalisation de reporting périodiques en Comité des Risques.
- Réalisation d'actions de communication et de formation visant à améliorer la culture risque de l'Entreprise.

En complément, certains processus de décision ont été modifiés afin d'améliorer l'expertise de l'analyse :

Diffusion d'une note d'instruction précisant les circuits de gestion des financements de Promotion immobilière sollicités auprès du réseau de proximité.

Enfin, une fonction d'Expert Engagement a été mise en place dans chacune des régions afin d'améliorer durablement la culture Risque des managers du réseau de proximité , avec mise en place bimensuelle d'un Comité de suivi des engagements Région .

2.2. Méthodologie et Systèmes de mesure

La Caisse Régionale exclue de son circuit de distribution du crédit les entreprises refusant de communiquer ses éléments financiers (bilan).

L'ensemble des clients CAP fait l'objet d'une notation systématique.

L'outil Workflow Tiers et Groupes permet la constitution et la notation de groupes de risque consolidés, un contrôle de qualité est réalisé lors de la délivrance de l'avis risque indépendant par le service Contrôle Central des Risques.

En complément le seuil de création automatique d'un groupe de risque pour les clients professionnels et agriculteurs a été ramené à 33 % permettant la constitution de plus d'un millier de Groupes de Risques.

3. Exposition

En complément des limites réglementaires (grands risques), la Caisse régionale a décliné des limites d'encours de risque par Groupe de risque Bâle II en fonction du marché et de la note :

- Les Limites d'encours sont :
 - 50 M€ en encours bruts maxi sur les collectivités publiques et assimilées ;
 - 50 M€ en encours bruts maxi sur le logement social
 - 25 M€ en encours bruts maxi sur le marché des Entreprises et Institutionnels (hors logement social)
 - 15 M€ sur les syndications grands Corporate
 - 15 M€ en encours bruts maxi sur la Banque Privée
 - 10 M€ sur les crédits mis en place dans un PPP
 - 6 M€ en encours bruts maxi sur la Promotion immobilière et les professionnels de l'immobilier ;
 - 5 M€ en encours bruts maxi sur les Agriculteurs et les Professionnels ;
 - 2,5 M€ en encours privés bruts maxi sur les Particuliers.

3.1. Concentration

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	14 762	14 160
Instruments dérivés de couverture	78 669	109 795
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable)	474 701	490 287
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	7 020	234 590
Prêts et créances sur la clientèle	10 976 789	10 846 408
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	307 283	302 816
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	11 859 224	11 998 056
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)	1 266 215	1 079 872
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes)	186 062	192 235
Provisions - Engagements par signature	-5 467	-4 820
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	1 446 810	1 267 287
TOTAL EXPOSITION NETTE	13 306 034	13 265 343

3.1.2 Diversification par zone géographique

La Caisse Régionale Alpes Provence exerce son activité en France sur son territoire.

Principe de territorialité : La Caisse Régionale ne finance que des clients et des prospects situés sur son territoire (domicile ou travail) et/ou des opérations sur son territoire. Elle applique le droit de suite.

3.1.2 Diversification par filière d'activité économique

La Caisse Régionale Alpes Provence exerce son activité dans le seul métier de la banque de proximité.

3.1.3 Exposition par agent économique

	30/06/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	1 263 816				1 263 816
Institutions non établissements de crédit	1 141 030	3 456	1 227		1 139 803
Grandes entreprises	1 825 976	117 196	86 055	39 548	1 700 373
Clientèle de détail	8 324 823	199 075	129 407	103 257	8 092 159
Total *	12 555 645	319 727	216 689	142 805	12 196 151
Créances rattachées nettes					51 384
Valeurs au bilan					12 247 535

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 9 685 milliers d'euros

	31/12/2010				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	1 729 749	3 561	1 313		1 728 436
Institutions non établissements de crédit	1 184 975				1 184 975
Grandes entreprises	1 882 764	109 750	84 823	74 581	1 723 360
Clientèle de détail	8 104 750	195 628	128 017	75 158	7 901 575
Total *	12 902 238	308 939	214 153	149 739	12 538 346
Créances rattachées nettes					49 926
Valeurs au bilan					12 588 272

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 10 864 milliers d'euros

Les encours régressent globalement de 2,71% par rapport au 31 décembre 2010. Cette évolution est le reflet de la baisse des encours sur établissement de crédit (-464 millions €) et de la progression des autres encours de créances à la clientèle de plus de 119 Millions €. Les encours de Créances Douteuses et Litigieuses progressent pour leur part de 11 millions € sur la période. Le niveau global des provisions (individuelles, Collectives et filières) reste quasi stable à près de 360 millions €.

4. Coût du risque

Le coût du risque progresse sensiblement au 30 juin 2011 pour atteindre 79,4 Millions € contre 41,6 millions € fin juin 2010.

Au cours du second trimestre 2011, la Caisse Régionale a dénoué un litige sur une ligne de refinancement qui s'est traduit par la comptabilisation en coût du risque du versement d'une indemnité de transaction de 78 M€.

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-94 571	-192 973	-126 669
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	-1 904	
Prêts et créances	-88 991	-166 914	-107 130
Engagements par signature	-727	-3 845	-89
Risques et charges	-4 853	-20 310	-19 450
Reprises de provisions et de dépréciations	92 620	132 169	85 128
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	79 618	113 078	69 795
Engagements par signature	80	2 888	2 767
Risques et charges	12 922	16 203	12 566
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-1 951	-60 804	-41 541
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-478	-884	-485
Récupérations sur prêts et créances amortis	1 494	2 883	794
Décotes sur crédits restructurés	-90	-115	-9
Autres pertes	-78 374	-668	-402
Coût du risque	-79 399	-59 588	-41 643

RISQUES DE MARCHE

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché sont précisés pages 12 et 13 du document de référence 2010.

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan de l'entreprise, par des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

La Caisse Régionale est exposée au risque de marché sur des éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché). On distingue le trading book et le banking book. Le trading book se définit principalement par rapport aux articles 292 à 303 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit (Bâle 2).

La Caisse Régionale ne disposant pas de trading book, elle n'est donc exposée au risque de marché qu'au niveau de son banking book* qui se traduit par un impact sur les fonds propres. La valeur de marché au 30/06/11 était de 584 M€ dont 28 M€ de plus-values latentes, 0,5 M€ de

moins-values latentes et 1,9 M€ de dépréciations durables.

* Les titres comptabilisés en AFS mais ayant un caractère stratégique pour la Caisse Régionale et conservés dans une optique de détention à long terme ne sont pas intégrés au banking book présenté ci-dessus. Au 30/06/11, ces titres représentaient 620 M€ dont 514 M€ d'actions SAS La Boétie.

Le suivi des risques de marché, tant sur le banking book que sur le trading book est effectué avec une approche en VaR paramétrique via l'outil e-VaRisk développé par la Recherche de Crédit Agricole Asset Management.

La Caisse Régionale utilise un dispositif de limites pour encadrer le risque de marché validé annuellement par le Conseil d'Administration.

- Limites globales :
 - Seuil d'alerte en cas de contre-performance annuelle sur le banking book* + trading book égale à 1% des fonds propres consolidés prudentiels nets du 31/12/10, soit 10,9 M€.
 - Suivi d'un scénario catastrophe : -20% sur marché actions, -10% sur la gestion alternative, baisse de 2,5% du monétaire dynamique, hausse de 2% des taux longs. L'impact potentiel maximum en cas de réalisation de ce scénario est plafonné à 30 M€.
- Limite de perte individuelle par ligne :
 - Seuil d'alerte sur chaque valeur du trading book et du banking book : si la valorisation baisse de 10% par rapport à sa valeur de début d'année, une alerte est communiquée pour analyse quant au maintien de la position concernée.

Sensibilité au risque de marché du Banking book* au 30/06/11

- VaR 99% à 1 mois = 9 M€
- Baisse des plus-values latentes = 8 M€
- Dotation complémentaire aux provisions = 13 M€

GESTION DU BILAN

L'organisation et le dispositif d'encadrement et de suivi de la gestion du bilan sont décrits pages 14 à 16 du document de référence 2010.

I. Risque de taux d'intérêt global

La Caisse Régionale est soumise au risque de taux d'intérêt global (RTIG) sur l'ensemble de son bilan et de son hors bilan (hors trading book).

La gestion du risque de taux vise à protéger la valeur patrimoniale de l'entreprise du risque de perte d'une partie de la marge d'intermédiation liée à l'inadéquation entre les emplois et les ressources en terme de durée et de nature de taux. Elle vise également à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Suite à la décision du Conseil d'Administration du 6 janvier 2009, l'outil groupe Cristaux 2 est utilisé

pour calculer mensuellement le risque de taux.

Ce modèle vise à mesurer la sensibilité au risque de taux via une approche statique à taux fixe. La Caisse Régionale utilise un dispositif de limites pour encadrer ce risque revu annuellement par le Conseil d'Administration.

Le dispositif de limites, revu en 2011, vise à plafonner l'impact d'un choc de taux de +/- 200 bp appliqué à l'ensemble de l'exposition (c'est-à-dire sur 30 ans) et donne lieu au calcul d'une valeur actualisée de l'impact sur 30 ans appelée VAN.

La limite globale sensibilité de la VAN est fixée à 10% des fonds propres prudentiels nets soit 109M€.

Afin de limiter la concentration de risque par année, une limite annuelle complémentaire est fixée pour chaque année des 10 premières années visant à limiter l'impact d'un choc de taux de +/- 200 bp sur le PNB d'activité. Cette limite est fixée à 5% du PNB d'activité pour un choc de 200bp de l'année N à l'année N+2 puis 4% pour les années N+3 à N+10

La conjugaison d'un accroissement des actifs à taux fixe plus rapide que celui des passifs à taux fixe généré par la poursuite d'une activité crédits soutenue, de l'actualisation à la hausse des hypothèses de remboursements anticipés sur les crédits clientèles et des choix de gestion, la Caisse Régionale connaissait au 30/06/11 une exposition à la hausse des taux modérée jusqu'en 2016. Au-delà, l'exposition au risque de taux était quasi nulle.

Concernant le 2nd semestre 2011, l'objectif de la Caisse Régionale est de maintenir son exposition au risque de taux dans les limites arrêtées par son Conseil d'Administration. Pour cela, elle pourra avoir recours à des actions bilancielle (refinancement par avances globales à taux fixe, émission de DAT moyen terme à taux fixe). En cas de nécessité, la Caisse Régionale disposera aussi de la possibilité de mettre en place des swaps de couverture.

II. Risque de change

La Caisse Régionale Alpes Provence ne porte aucun risque de change significatif.

III. Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité se matérialise lorsque la Caisse Régionale ne dispose pas des ressources suffisantes pour adosser ses emplois. L'exposition au risque est mesurée par le Coefficient de liquidité (ratio réglementaire à un mois) de la Caisse Régionale. Chaque Caisse Régionale doit respecter ce ratio réglementaire. Crédit Agricole SA, en tant qu'Organe Central du Groupe assure la liquidité (et la solvabilité) des entités du Groupe.

En complément du ratio réglementaire, le Groupe Crédit Agricole utilise un système de contrôle de la liquidité dit de « liquidité court terme » destiné à contenir l'exposition du Groupe Crédit Agricole au marché interbancaire à horizon 1 an, basé sur l'analyse que le risque de liquidité à court terme est le principal risque de liquidité auquel une banque est exposée. L'approche consiste avant tout à mesurer les cash-flows susceptibles d'entrer et de sortir de chaque entité à horizon d'un an et de s'assurer que le solde est constamment positif.

Cette méthodologie est déclinée au niveau de chaque Caisse Régionale.

L'objectif de cette approche est d'assurer un bon niveau de liquidité au Groupe Crédit Agricole même durant une période très dégradée du marché interbancaire d'un an. En cas de dépassement de cette limite court terme, des refinancements moyens termes sont alors mis en place afin de respecter cette limite.

Ce dispositif a été renforcé au cours du 1er semestre par l'intégration de simulations de différentes situations de stress. Ce dispositif a donné lieu à la mise en place de nouvelles limites

contraignantes sur le profil d'écoulement du refinancement court terme conduisant à allonger la durée de celui-ci.

Concernant la liquidité moyen/long terme, la gestion de celle-ci vise à mettre en place un profil de refinancements par le marché à moyen terme réaliste et sécurisé, au moins en situation normale de marché. L'objectif étant de s'assurer que le Groupe Crédit Agricole n'aura pas de besoins de liquidité sur une année donnée supérieurs à ce qu'il est en mesure de lever sur le marché. De manière opérationnelle, cette approche conduit à allonger la durée initiale des nouveaux emprunts de liquidité au fur et à mesure que les besoins augmentent (et inversement) afin de limiter la rotation annuelle du stock global d'emprunts à un niveau calibré comme étant prudent.

L'ensemble de ce dispositif est décliné au niveau de chaque Caisse Régionale.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse Régionale se concrétise principalement par une politique de collecte auprès de sa clientèle. Au-delà de ses ressources clientèle, la Caisse Régionale recourt à des refinancements à taux de marché auprès de Crédit Agricole SA. sous plusieurs formes : Compte Courant de Trésorerie, Emprunts en blanc (de 1 semaine à 10 ans) et Avances globales (en fonction des prêts moyen long terme distribués). La Caisse Régionale recourt aussi à des émissions de Titres de Créances Négociables sur le marché interbancaire. L'encours d'émissions actives au 30/06/11 était de 1.180 M€.

Au 30/06/11, le coefficient de liquidité du Crédit Agricole Alpes Provence s'établissait à 163% contre 140% au 31/12/10.

Bien que des opérations visant à optimiser la structure financière de son bilan via le raccourcissement de la durée de ses refinancements de marché très long terme aient été réalisées au cours du 1er semestre 2011, la Caisse régionale a réduit le recours au refinancement à court terme dans un souci de prudence face à une conjoncture très incertaine. Ce potentiel pourra être utilisé au cours du 2nd semestre pour refinancer les ambitions commerciales de la Caisse Régionale en matière de crédits à l'économie locale

IV. Politique de couverture

(en milliers d'euros)	30/06/2011			31/12/2010		
	Valeur marché		Montant Notionnel	Valeur marché		Montant Notionnel
	positive	négative		positive	négative	
COUVERTURE DE JUSTE VALEUR	78 669	74 707	5 659 344	109 795	88 845	4 734 234
Taux d'intérêt	78 669	74 707	5 659 344	109 795	88 845	4 734 234
Autres						
COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE	0	9 270	120 000	0	9 608	120 000
Taux d'intérêt		9 270	120 000		9 608	120 000
Autres						
COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NETS DANS UNE ACTIVITE A L'ETRANGER						
TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	78 669	83 977	5 779 344	109 795	98 453	4 854 234

RISQUES OPERATIONNELS

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels est décrit au sein du document de référence 2010, page 16.

V. Description – Définition

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

VI. Principales évolutions et/ou actions

1. Organisation et dispositif de surveillance des risques

Collecte des Risques Opérationnels :

En % de PNA le coût du risque opérationnel représente 0,72% en pur brut pour 2010 et 0,54% pour le 1^{er} trimestre 2011. La Caisse Régionale se situe dans la médiane des Caisses Régionales.

La collecte frontière crédit nous situe également dans la médiane des Caisses Régionales.

Au cours du 1^{er} semestre, la collecte de risques opérationnels la plus importante par nature de risque reste la Fraude externe. Par contre on note une inflexion en ce début d'année puisque les pertes passent de 610 k€ au 1^{er} trimestre 2010 à 578.1k€ en 2011. Un constat à la baisse significative est également relevé sur le nombre d'incidents puisqu'il passe de 814 au premier trimestre 2010 à 459 en 2011.

Ce sont les vols d'une carte –par détournement d'attention- et les « white plastic » (carte vierge sur laquelle est recopiée la piste magnétique d'une véritable carte) qui constituent la source principale de la Fraude

Dans le domaine Crédit la dissimulation ou falsification de justificatifs est un élément qui retient notre attention et qui donne lieu à des actions de formation et de sensibilisation de notre réseau d'agence.

L'analyse par domaine de risque montre que les domaines Moyens de paiement et crédits représentent 85% des risques opérationnels « Pur » de la Caisse Régionale ce qui est assez représentatif de l'équipement en cartes de nos clients et de la production de nos crédits.

2. Méthodologie

Chaque année la Caisse Régionale du Crédit Agricole Alpes Provence réalise la cartographie de ses Risques Opérationnels conformément à la méthodologie définie au sein du groupe Crédit Agricole.

Cette cartographie intervient dans le processus d'identification, de maîtrise et de réduction des risques opérationnels, donc dans l'engagement qualité de notre Caisse Régionale.

Nos règles de révision sont basées sur une révision complète triennale (cartographie 2009 – cartographie 2012) et des révisions allégées intermédiaires

Conformément à cette politique de révision la campagne 2010 a été une cartographie allégée formalisée dans l'outil EUROP@.net : en synthèse 322/343 processus sont cotés soit plus de 93%. Cette campagne nous permet de couvrir plus de 90 % des processus Importants.

Collecte des risques opérationnels

Les procédures du service sont documentées dans un référentiel à la disposition des différents acteurs de la Caisse régionale.

RISQUES DE NON CONFORMITE

Evaluation des risques de non-conformité

Risques majeurs identifiés	Plan d'action 2011	Fin prévue des actions
Défaillance dans la collecte, la conservation des dossiers relatifs à l'identification du client	Maintenir le contrôle de deuxième niveau sur 100% des dossiers	Fin année 2011
Inadaptation du produit/service aux besoins du client	Développer un suivi automatisé mensuel des souscriptions de produits financiers	30 juin 2011

Appréciation des risques majeurs et présentation succincte des dispositifs d'encadrement et de couverture

Réglementations AMF et Code Monétaire et financier

Le début de l'année 2011 a été marquée par une accélération du rythme de qualification et d'enrichissement de la connaissance globale sur l'ensemble des personnes physiques et morales détentrices d'un contrat titres avec :

La qualification systématique de tout nouveau souscripteur d'un compte titre ainsi que des clients pré qualifiés lors de l'entrée en vigueur de la directive MIF en définissant des cibles prioritaires (comptes titres actifs). Au 30 juin 2011, 92 % des clients ayant opéré dans les 2 ans étaient qualifiés,

La réalisation systématique d'un diagnostic épargne réalisé au travers de l'outil « Vente Personnalisé » dans le cadre de la vente de produits d'assurance-vie et de produits détenus sur Comptes titres ou Plan Epargne Actions. Ce diagnostic épargne permet d'avoir une connaissance suffisante des faits essentiels concernant notre client, et compte tenu des besoins exprimés de satisfaire aux critères suivants :

Le service répond aux objectifs d'investissement du client,

Le client est financièrement en mesure de faire face à tout risque lié à la transaction recommandée,

Le client possède l'expérience et les connaissances nécessaires pour comprendre les risques inhérents à la transaction recommandée.

Le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers impose la réalisation d'une vérification des connaissances minimales pour tout nouveau collaborateur exerçant une fonction relative à la commercialisation des instruments financiers. A cet effet, la Caisse Régionale a mis en place des sessions de formation dans le cadre de la préparation de l'examen AMF. Depuis le début de l'année 53 agents ont obtenu le diplôme.

Mise en conformité des dossiers clients

Depuis juin 2010, la caisse régionale a mis en place un contrôle systématique de deuxième niveau sur la conformité des entrées en relation. Cette action pilotée par la Direction des Services Bancaires a permis de porter le taux de conformité des dossiers à plus de 98%.

Parallèlement l'action de mise à jour du stock de dossiers se poursuit sur la période 2011/2013. Au 30 juin 2011 le taux de conformité s'élevait à 88%. Cette action vise à mettre à jour les justificatifs de domicile, d'identité et la profession de l'ensemble de la clientèle.

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Alpes Provence est une société coopérative à capital variable régie par le livre V du Code Monétaire et Financier et la Loi Bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit. Elle a son siège social 25 chemin des trois Cyprès 13097 Aix en Provence.

RCS 381 976 448 Aix en Provence Code NAF 6419Z

Son territoire d'activités couvre les départements de Hautes Alpes, des Bouches du Rhône et de Vaucluse.

Sont rattachés au Crédit Agricole Alpes Provence, 75 Caisses Locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre, 3 filiales immobilières portant les actifs immobiliers d'exploitation de la Caisse Régionale, les fonds dédiés CAP Régulier 1, CAP Actions 2, CAP Obligataire, et la filiale SAS Immobilière d'à côté détenant des participations dans des sociétés Agences Immobilières.

Ces sociétés sont toutes consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les Certificats Coopératifs (FR0000044323) émis par la Caisse Régionale Alpes Provence sont cotés sur la place de Paris.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Intérêts et produits assimilés	3.1	314 515	588 974	291 595
Intérêts et charges assimilées	3.1	-184 051	-368 589	-180 402
Commissions (produits)	3.2	103 157	207 982	104 500
Commissions (charges)	3.2	-11 155	-22 708	-11 177
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	16 650	2 265	1 155
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4, 5.2	27 718	20 845	18 727
Produits des autres activités	3.5	1 245	5 135	2 919
Charges des autres activités	3.5	-1 708	-7 677	-2 218
PRODUIT NET BANCAIRE		266 371	426 227	225 099
Charges générales d'exploitation	3.6	-107 698	-227 831	-103 474
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-5 597	-12 248	-6 112
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		153 076	186 148	115 513
Coût du risque	3.8	-79 399	-59 588	-41 643
RESULTAT D'EXPLOITATION		73 677	126 560	73 870
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	-22	319	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.2			
RESULTAT AVANT IMPOT		73 655	126 879	73 870
Impôts sur les bénéfices	3.10	-20 847	-32 654	-15 611
RESULTAT NET		52 808	94 225	58 259
Intérêts minoritaires		2	4	2
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		52 806	94 221	58 257

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Résultat net part du groupe		52 806	94 221	58 257
Gains et pertes sur écarts de conversion				
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		-2 456	-590	-7 178
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		2 848	-2 060	521
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		0	384	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence		392	-2 266	-6 657
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence (1)		0		0
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	3.11	392	-2 266	-6 657
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe		53 198	91 955	51 600
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires		2	4	2
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		53 200	91 959	51 602

(1) la "QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence" est incluse dans les réserves consolidées de la CR

Les montants sont présentés net d'impôts.

BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2011	31/12/2010
Caisse, banques centrales		68 633	76 222
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	14 762	14 160
Instruments dérivés de couverture		78 669	109 795
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4	1 178 357	1 217 124
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4	1 270 746	1 741 864
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4	10 976 789	10 846 408
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		22 948	48 599
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		307 283	302 816
Actifs d'impôts courants et différés		75 164	96 417
Comptes de régularisation et actifs divers		214 776	153 056
Immeubles de placement	5.7	5 564	5 623
Immobilisations corporelles	5.8	69 218	72 186
Immobilisations incorporelles	5.8	33	24
Écarts d'acquisition	2.2		
TOTAL DE L'ACTIF		14 282 942	14 684 294

BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2011	31/12/2010
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	891	16 387
Instruments dérivés de couverture		83 977	98 453
Dettes envers les établissements de crédit	5.5	7 100 119	7 180 867
Dettes envers la clientèle	5.5	3 792 201	3 935 851
Dettes représentées par un titre	5.6	1 193 394	1 233 180
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		42 409	72 233
Passifs d'impôts courants et différés			35 937
Comptes de régularisation et passifs divers		198 966	221 553
Provisions	5.9	60 485	111 547
Dettes subordonnées	5.6	64 269	70 809
TOTAL DETTES		12 536 711	12 976 817
CAPITAUX PROPRES		1 746 231	1 707 477
Capitaux propres - part du Groupe		1 746 160	1 707 408
Capital et réserves liées		665 761	662 660
Réserves consolidées		1 008 936	932 262
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		18 657	18 265
Résultat de l'exercice		52 806	94 221
Intérêts minoritaires		71	69
TOTAL DU PASSIF		14 282 942	14 684 294

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Élimination des titres auto-détenus						
<i>(en milliers d'Euros)</i>									
Capitaux propres au 1er janvier 2010	369 509	250 170	-423	887 021	20 531	59 469	1 586 277	48	1 586 325
Augmentation de capital	27 564			0			27 564	20	27 584
Variation des titres auto détenus			55	0			55		55
Dividendes versés au 1er semestre 2010				0		-13 722	-13 723		-13 723
Variation des réserves				45 747		-45 747			
Variation de juste valeur					-6 657		-6 657		-6 657
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	27 564	0	55	45 747	-6 657	-59 469	7 239	20	7 259
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat du 1er semestre 2010				0		58 257	58 257	2	58 259
Autres variations				0			0	1	1
Capitaux propres au 30 juin 2010	397 073	250 170	-368	932 768	13 874	58 257	1 651 773	71	1 651 844
Augmentation de capital	15 799			0			15 799	-2	15 797
Régularisation élimination parts sociales	5						5		5
Variation des titres auto détenus			-18	0			-18		-18
Changement de méthode comptable Ecarts actuariels liés à IAS 39				-506	384		-122		-122
Variation des réserves							0		0
Variation de juste valeur				0	4 007		4 007		4 007
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	15 804	0	-18	-506	4 391	0	19 671	-2	19 669
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat du 2ème semestre 2010				0		35 964	35 964		35 964
Autres variations				0			0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2010	412 877	250 170	-386	932 262	18 265	94 221	1 707 408	69	1 707 477
Affectation du résultat 2010				76 776		-76 776	0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2011	412 877	250 170	-386	1 009 038	18 265	17 445	1 707 408	69	1 707 477
Augmentation de capital	3 075						3 075		3 075
Variation des titres auto détenus			26				26		26
Dividendes versés au 1er semestre 2011				0		-17 444	-17 444		-17 444
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	3 075	0	26	0	0	-17 444	-14 343	0	-14 343
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	392	0	392	0	392
Résultat au 30/06/2011				0		52 806	52 806	2	52 808
Autres variations				-102		-1	-103		-103
Capitaux propres au 30 juin 2011	415 952	250 170	-360	1 008 936	18 657	52 806	1 746 160	71	1 746 231

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2011	1er semestre 2010	2010
Résultat avant impôts	73 581	73 870	126 107
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	5 671	6 182	12 392
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-20 307	38 270	51 753
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement	15		-319
Résultat net des activités de financement	1 491	1 722	3 472
Intérêts courus non échus		5 681	
Autres mouvements	-3 752	28 715	-14 661
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-16 882	80 570	52 637
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	508 230	-683 877	-357 835
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-284 265	-52 949	-273 609
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-39 234	482 977	393 887
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-78 196	-12 851	43 262
Flux liés aux opérations affectant des actifs disponibles à la vente	35 365	-112 676	-72 468
Flux liés aux opérations affectant des actifs détenus jusqu'à l'échéance	-4 467	88	-3 410
Flux liés aux opérations affectant des immeubles de placement	-445	-2 531	-2 566
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-57 560	559	-9 388
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	79 428	-381 260	-282 127
TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)	136 127	-226 820	-103 383
Flux liés aux participations (1)	-1 225	-741	-4 020
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-2 230	-1 496	-2 543
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-3 455	-2 237	-6 563
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	-14 370	13 195	-30 347
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)	-8 029	-430	-11 072
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-22 399	13 485	-41 419
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	110 273	-215 572	-151 365
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	-35 071	116 294	116 294
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	76 161	93 405	93 405
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-111 232	22 889	22 889
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	75 202	-99 278	-35 071
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	68 582	67 831	76 161
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	6 620	-167 109	-111 232
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	110 273	-215 572	-151 365

* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

** composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2011, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale s'élève à 1.225 K€, portant notamment sur les opérations suivantes :

Décaissement sur libération de 1.283 K€ sur SAS SACAM International

Décaissement sur souscription Capital SAS Square Achats pour 20 K€

Encaissement sur réduction de capital GIE CA Innove pour 29 K€

Encaissement sur autres opérations diverses 49 K€

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend

L'augmentation de capital liée à la souscription de capital des sociétaires des Caisses Locales pour 3.075 K€

Le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale à ses actionnaires, à hauteur de 7.962 K€ au cours du premier semestre 2011, les intérêts aux parts versés par les Caisses Locales pour 9.483 K€.

(3) au cours du premier semestre 2011, les remboursements nets de dettes subordonnées s'élèvent à 8.029 K€, constitués principalement de l'échéance des TSR Radian en Juin 2011.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale Crédit Agricole Alpes Provence au 30 juin 2011 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2010 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro couverture.

Par rapport aux états financiers présentés au 30 juin 2010, le Groupe enregistre dorénavant les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi dans les autres éléments du résultat global. Il s'agit d'un changement d'option comptable dans le cadre de la mise en œuvre de la norme IAS19 qui a été appliqué pour la première fois dans les états financiers établis au 31 décembre 2010

Ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des états financiers en 2010. En conséquence, l'impact sur les états financiers intermédiaires établis au 30 juin 2010 ne fait pas l'objet d'une communication spécifique.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2011. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
Amendement de la norme IAS 32, relatif au classement des émissions de droits de souscription d'actions.	23 décembre 2009 (UE n°1293/2009)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement des normes IFRS 1, relatif à des exemptions de fournir des informations comparatives sur les instruments financiers pour les premiers adoptants.	30 juin 2010 (UE n°574/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement de la norme IAS 24, relatif à l'information au titre des parties liées sous forme d'organisme d'Etat.	19 juillet 2010 (UE 632/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendement de l'interprétation IFRIC 14, relatif à la reconnaissance des actifs de régimes à prestations définies.	19 juillet 2010 (UE 633/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Interprétation d'IFRIC 19, relative à l'extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1 ^{er} janvier 2011	23 juillet 2010 (UE n°662/2010)	1 ^{er} janvier 2011
Amendements portant améliorations annuelles (2008-2010) modifiant les normes et interprétations suivantes : IFRS 1, IFRS 3, IFRS 7, IAS 1, IAS 27, IAS 34, IFRIC13	18 février 2011 UE n° 149/2011	1 ^{er} janvier 2011

- L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2011.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010 de la Caisse Régionale Alpes Provence et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation – parties liées

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2011 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre

Le périmètre de consolidation n'a pas varié au cours du premier semestre 2011.

2.2. Les écarts d'acquisition

La Caisse Régionale Alpes Provence n'est pas concernée par les écarts d'acquisition.

2.3. Parties liées

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1^{er} semestre 2011 :

- **Relations Caisses Locales – Caisse Régionale**

Les 74 Caisses Locales détiennent 4 843 059 parts sociales sur le capital de la Caisse Régionale pour un montant global de 73,8 M€. Le montant des comptes courants bloqués à la Caisse Régionale s'élève à 290,8 M€. Au cours du semestre la Caisse Régionale a distribué aux Caisses Locales 2,1 M€ au titre de l'intérêt aux parts sociales.

- **Relations Filiales immobilières – Caisse Régionale**

Le montant des titres de participation détenus par la Caisse Régionale sur les trois sociétés consolidées (Les FAUVINS, CAAP IMMO et CAAP IMMO 4) s'élève à 18,7 M€. Le montant des facturations de loyers par les filiales représente 0,5 M€.

- **Relations Fonds dédié Cap Régulier 1 – Caisse Régionale**

Créé en avril 2006, le capital du fonds dédié Cap Régulier 1 n'a pas varié sur le semestre. Le montant du capital s'élève à 39,55 M€ dont 39,54 M€ détenus par la Caisse Régionale.

- **Relations Fonds Dédié Cap Actions 2 – Caisse Régionale**

Créé en Juin 2010, le capital du fonds dédié Cap Actions 2 n'a pas varié sur le semestre. Le montant du capital s'élève à 30,01 M€ dont 30 M€ détenus par la Caisse Régionale.

- **Relations Fonds Dédié Cap Obligataire – Caisse Régionale**

Créé en Juin 2010, le capital du fonds dédié Cap Actions 2 n'a pas varié sur le semestre. Le montant du capital s'élève à 30,01 M€ dont 30 M€ détenus par la Caisse Régionale.

- **Relations SAS Immobilière d'à Coté – Caisse Régionale**

La SAS Immobilière d'à coté a été créée en mai 2008, avec un capital social de 20 M€ intégralement libéré et détenu par la Caisse Régionale. Son objet est la prise de participation majoritaire dans toute société. Le montant des participations prises par SAS Immobilière d'à coté s'élève au 30 juin 2011 à 8,5 M€.

- **Relations SAS Rue la Boétie – Caisse Régionale**

Réalisation d'une avance en compte courant d'associé en juin 2011 d'un montant de 18,5 M€. La Caisse Régionale a perçu en juin 2011 un acompte sur dividende de 18,4 M€ de la SAS Rue la Boétie.

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Sur opérations avec les établissements de crédit	6 269	12 422	6 089
Sur opérations internes au Crédit Agricole	21 176	26 508	10 967
Sur opérations avec la clientèle	226 001	443 899	223 070
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	4		
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	7 820	15 322	7 576
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	53 245	90 823	43 893
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1) (2)	314 515	588 974	291 595
Sur opérations avec les établissements de crédit	-5 787	-11 531	-5 651
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-98 472	-183 108	-92 519
Sur opérations avec la clientèle	-22 821	-62 590	-33 214
Sur dettes représentées par un titre	-6 957	-30 270	-6 646
Sur dettes subordonnées	-1 491	-3 472	-1 722
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-48 523	-77 618	-40 650
Autres intérêts et charges assimilées			
Charges d'intérêts	-184 051	-368 589	-180 402

(1) dont 6 821 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2011 contre 13 670 milliers d'euros au 31 décembre 2010 et 6 907 milliers d'euros au 30 juin 2010

(2) dont 1 211 milliers d'euros au 30 juin 2011 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 2 558 milliers d'euros au 31 décembre 2010 et 1 281 milliers d'euros au 30 juin 2010

3.2. Commissions nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011			31/12/2010			30/06/2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	271	-25	246	593	-42	551	456	-52	404
Sur opérations internes au Crédit Agricole	10 806	-5 035	5 771	25 650	-10 999	14 651	13 195	-5 820	7 375
Sur opérations avec la clientèle	24 619	-413	24 206	47 858	-592	47 266	24 572	-269	24 303
Sur opérations sur titres		-31	-31		-57	-57		-22	-22
Sur opérations de change	176	-5	171	143	-15	128	76	-6	70
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	1 942	-404	1 538	4 143	-733	3 410	2 076	-350	1 726
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	63 623	-5 223	58 400	125 493	-10 235	115 258	62 314	-4 639	57 675
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 720	-19	1 701	4 102	-35	4 067	1 811	-19	1 792
Produits nets des commissions	103 157	-11 155	92 002	207 982	-22 708	185 274	104 500	-11 177	93 323

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	13 731	943	498
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	2 774	1 196	645
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	322	482	189
Résultat de la comptabilité de couverture	-177	-356	-177
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	16 650	2 265	1 155

Le premier semestre 2011 comprend notamment les impacts liés à la sortie du litige sur la ligne de refinancement ; cela se traduit par l'annulation deux dérivés incorporés au BMTN et par conséquence par enregistrement d'un produit net de 13,5 millions € au niveau des plus values sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature.

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2011		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	1 968	-1 968	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	794	-1 174	-380
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	1 174	-794	380
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	261 056	-261 233	-177
Variations de juste valeur des éléments couverts	132 615	-128 441	4 174
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	128 441	-132 792	-4 351
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total résultat de la comptabilité de couverture	263 024	-263 201	-177

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	3 303	3 303	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1 216	2 087	-871
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	2 087	1 216	871
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	211 357	211 713	-356
Variations de juste valeur des éléments couverts	126 635	118 589	8 046
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	84 722	93 124	-8 402
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	0	0	0
Total résultat de la comptabilité de couverture	214 660	215 016	-356

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	353	-353	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	42	-311	-269
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	311	-42	269
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	131 421	-131 598	-177
Variations de juste valeur des éléments couverts	51 491	-79 930	-28 439
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	79 930	-51 668	28 262
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	0	0	0
Total résultat de la comptabilité de couverture	131 774	-131 951	-177

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dividendes reçus	19 656	17 758	17 472
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	8 117	3 126	1 294
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-58	-39	-39
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	3		
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	27 718	20 845	18 727

3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Produits nets des immeubles de placement	-74	-144	-70
Autres produits (charges) nets	-389	-2 398	771
Produits (charges) des autres activités	-463	-2 542	701

3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Charges de personnel	64 451	139 608	63 989
Impôts et taxes	3 756	8 082	3 667
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	39 491	80 141	35 818
Charges d'exploitation	107 698	227 831	103 474

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Salaires et traitements	34 709	80 666	35 680
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	4 344	8 067	3 880
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	26	1 704	30
Autres charges sociales	14 543	29 153	14 059
Intéressement et participation	6 382	9 562	5 425
Impôts et taxes sur rémunération	4 447	10 456	4 915
Total charges de personnel	64 451	139 608	63 989

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dotations aux amortissements	5 753	12 559	6 268
- immobilisations corporelles	5 748	12 438	6 205
- immobilisations incorporelles	5	121	63
Dotations aux dépréciations	-156	-311	-156
- immobilisations corporelles	-156	-311	-156
- immobilisations incorporelles			
Total	5 597	12 248	6 112

3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-94 571	-192 973	-126 669
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	-1 904	
Prêts et créances	-88 991	-166 914	-107 130
Engagements par signature	-727	-3 845	-89
Risques et charges	-4 853	-20 310	-19 450
Reprises de provisions et de dépréciations	92 620	132 169	85 128
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	79 618	113 078	69 795
Engagements par signature	80	2 888	2 767
Risques et charges	12 922	16 203	12 566
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-1 951	-60 804	-41 541
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-478	-884	-485
Récupérations sur prêts et créances amortis	1 494	2 883	794
Décotes sur crédits restructurés	-90	-115	-9
Autres pertes	-78 374	-668	-402
Coût du risque	-79 399	-59 588	-41 643

Le coût du risque progresse sensiblement au 30 juin 2011 pour atteindre 79,4 Millions € contre 41,6 millions € fin juin 2010.

Au cours du second trimestre 2011, la Caisse Régionale a dénoué un litige sur une ligne de refinancement qui s'est traduit par la comptabilisation en coût du risque du versement d'une indemnité de transaction de 78 M€.

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-22	319	0
Plus-values de cession		320	
Moins-values de cession	-22	-1	
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Gains ou pertes sur autres actifs	-22	319	0

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Charge d'impôt courant	15 145	47 688	18 745
Charge d'impôt différé	5 702	-15 034	-3 134
Charge d'impôt de la période	20 847	32 654	15 611

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/2011

30/06/2011	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	73 655	34,43%	25 359
Effet des différences permanentes			-5 566
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et			1 049
Effet des autres éléments			5
Taux et charge effectif d'impôt		28,30%	20 847

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2011

Au 31/12/2010

31/12/2010	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	126 879	34,43%	43 684
Effet des différences permanentes			-5 512
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-1 248
Effet des autres éléments			-4 270
Taux et charge effectif d'impôt		25,74%	32 654

Au 30/06/2010

30/06/2010	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	73 870	34,43%	25 433
Effet des différences permanentes			-4 859
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			1 778
Effet des autres éléments			-6 741
Taux et charge effectif d'impôt		21,13%	15 611

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture		
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Variation de juste valeur		-7178	521	0	-6657
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (part du Groupe)	0	-7178	521	0	-6657
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (1)	0	-7178	521	0	-6657
Variation de juste valeur		-590	-2060	384	-2266
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (part du Groupe)	0	-590	-2060	384	-2266
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (1)	0	-590	-2060	384	-2266
Variation de juste valeur		-2456	2848		392
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (part du Groupe)	0	-2456	2848	0	392
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (1)	0	-2456	2848	0	392

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Montant brut	31 188	33 996	27 011
Impôt	5 773	6 125	-5 727
Total net	25 415	27 871	21 284

4. Informations sectorielles

Information par secteur opérationnel

La Caisse Régionale Alpes Provence exerce en France le métier de Banque de proximité. Les tableaux de formation du résultat ne sont donc pas ventilés selon d'autres critères.

Une activité de gestion immobilière, gestion de biens, transactions et syndic, a été créée par la Caisse Régionale en 2008. Celle-ci n'a pas d'impact significatif dans les comptes de la Caisse Régionale. Le montant de la participation inscrite à l'actif de la Caisse Régionale s'élève à 20 millions € et correspond à l'intégralité du capital de la Filiale Immobilière d'à côté.

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 216	2 838
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	13 546	11 322
Valeur au bilan	14 762	14 160

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Titres détenus à des fins de transaction	326	298
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	326	298
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	890	2 540
Valeur au bilan	1 216	2 838

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Titres à la juste valeur par résultat sur option	13 546	11 322
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	13 546	11 322
- Actions et autres titres à revenu variable		
Valeur au bilan	13 546	11 322

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	891	16 387
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	891	16 387

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Instruments dérivés	891	16 387
Valeur au bilan	891	16 387

5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2011			31/12/2010		
	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	474 701	16 323	162	490 287	17 237	
Actions et autres titres à revenu variable	97 583	7 895	481	121 711	10 711	512
Titres de participation non consolidés	606 073	12 120	4 507	605 121	11 067	4 507
Total des titres disponibles à la vente	1 178 357	36 338	5 150	1 217 119	39 015	5 019
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente						
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	1 178 357	36 338	5 150	1 217 119	39 015	5 019
Impôts		-5 829	-56		-6 125	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)		30 509	5 094		32 890	5 019

La Caisse Régionale ne porte pas à son actif de titres exposés directement à la dette souveraine Grecque. Conformément aux instructions du Groupe Crédit Agricole, la valorisation de la participation dans SAS SACAM INTERNATIONAL n'a pas été mouvementée sur le semestre.

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30/06/2011	31/12/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	184	226 074
Prêts subordonnés	6 818	8 461
Total	7 002	234 535
Créances rattachées	18	55
Dépréciations		
Valeur nette	7 020	234 590
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	24 362	32 440
Comptes et avances à terme	1 212 652	1 442 974
Prêts subordonnés	19 800	19 800
Total	1 256 814	1 495 214
Créances rattachées	6 912	12 060
Dépréciations		
Valeur nette	1 263 726	1 507 274
Valeur au bilan	1 270 746	1 741 864

Prêts et créances sur la clientèle

	30/06/2011	31/12/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	11 137	10 088
Autres concours à la clientèle	10 961 801	10 873 630
Prêts subordonnés	60 600	60 600
Titres non cotés sur un marché actif	3 239	3 239
Avances en comptes courants d'associés	160 218	139 878
Comptes ordinaires débiteurs	94 834	85 054
Total	11 291 829	11 172 489
Créances rattachées	84 539	77 599
Dépréciations	399 579	403 680
Valeur nette	10 976 789	10 846 408
Valeur au bilan	10 976 789	10 846 408

Créances apportées en garantie :

Au cours du 1^{er} semestre 2011, la Caisse Régionale Alpes Provence a apporté 3.054 millions € de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2.732 millions € en 2010. La Caisse Régionale Alpes Provence conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale a apporté :

- 1.238 millions € de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1.256 millions € en 2010 ;
- 445,8 millions € de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 541 millions € en 2010 ;
- 563,6 millions € de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 521 millions € en 2010 ;
- 806,8 millions € de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 414,2 millions € en 2010 .

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	30/06/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	1 263 816				1 263 816
Institutions non établissements de crédit	1 141 030	3 456	1 227		1 139 803
Grandes entreprises	1 825 976	117 196	86 055	39 548	1 700 373
Clientèle de détail	8 324 823	199 075	129 407	103 257	8 092 159
Total *	12 555 645	319 727	216 689	142 805	12 196 151
Créances rattachées nettes					51 384
Valeurs au bilan					12 247 535

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 9 685 milliers d'euros

	31/12/2010				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	1 729 749	3 561	1 313		1 728 436
Institutions non établissements de crédit	1 184 975				1 184 975
Grandes entreprises	1 882 764	109 750	84 823	74 581	1 723 360
Clientèle de détail	8 104 750	195 628	128 017	75 158	7 901 575
Total *	12 902 238	308 939	214 153	149 739	12 538 346
Créances rattachées nettes					49 926
Valeurs au bilan					12 588 272

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 10 864 milliers d'euros

5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	30/06/2011
Créances sur les établissements de crédit	0				0
Créances sur la clientèle	403 680	95 814	99 915		399 579
dont dépréciations collectives	149 739	28 521	35 455		142 805
Actifs financiers disponibles à la vente	2 991	58			3 049
Autres actifs financiers	18				18
Total des dépréciations d'actifs financiers	406 689	95 872	99 915	0	402 646

5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	15 271	241 946
Sous-total	15 271	241 946
Dettes rattachées	22	47
Total	15 293	241 993
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	2 664	136 269
Comptes et avances à terme	7 066 349	6 791 823
Sous-total	7 069 013	6 928 092
Dettes rattachées	15 813	10 782
Total	7 084 826	6 938 874
Valeur au bilan	7 100 119	7 180 867

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires créditeurs	2 632 815	2 654 260
Comptes d'épargne à régime spécial	38 288	34 819
Autres dettes envers la clientèle	1 088 378	1 210 708
Total	3 759 481	3 899 787
Dettes rattachées	32 720	36 064
Valeur au bilan	3 792 201	3 935 851

5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	194	217
Titres de créances négociables	1 187 226	1 220 315
Total	1 187 420	1 220 532
Dettes rattachées	5 974	12 648
Valeur au bilan	1 193 394	1 233 180
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	62 433	70 035
Total	62 433	70 035
Dettes rattachées	1 836	774
Valeur au bilan	64 269	70 809

5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Autres mouvements	Solde 30/06/2011
Valeur brute	6 638	15			6 653
Amortissements et dépréciations	1 015	74			1 089
Valeur au bilan	5 623	-59	0	0	5 564

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Autres mouvements	Solde 30/06/2011
Immobilisations corporelles d'exploitation					
Valeur brute	214 256	2 646	-59		216 843
Amortissements & Dépréciations (1)	-142 070	-5 748	193		-147 625
Valeur au bilan	72 186	-3 102	134	0	69 218
Immobilisations incorporelles					
Valeur brute	10 293	14			10 307
Amortissements & Dépréciations	-10 269	-5			-10 274
Valeur au bilan	24	9	0	0	33

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

5.9. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	30/06/2011
Risques sur les produits épargne logement	8 505	120		-1 105		7 520
Risques d'exécution des engagements par signature	4 820	727		-80		5 467
Risques opérationnels	13 817	97	-73	-155		13 686
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	3 684	981	-53	-216		4 396
Litiges divers	9 485	786	-47	-3 335		6 889
Litiges fiscaux	245		-5	-240		0
Participations	0					0
Restructurations	0					0
Autres risques	70 991	6 168	-19 964	-14 029	-20 639	22 527
Total	111 547	8 879	-20 142	-19 160	-20 639	60 485

Les autres mouvements, pour 20.639 milliers €, correspondent au transfert de la provision sur GIE Fiscaux au crédit du compte des impôts différés.

Provision épargne logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	581 435	515 643
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	545 998	566 064
Ancienneté de plus de 10 ans	349 122	352 887
Total plans d'épargne-logement	1 476 555	1 434 594
Total comptes épargne-logement	220 718	218 234
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	1 697 273	1 652 828

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2011 pour les données au 30 juin 2011 et à fin novembre 2010 pour les données au 31 décembre 2010, et hors prime d'état

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Plans d'épargne-logement :	10 153	12 153
Comptes épargne-logement :	26 000	28 640
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	36 153	40 793

Provision au titre des comptes et plans d'épargne logement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	490	790
Ancienneté de plus de 10 ans	6 230	7 035
Total plans d'épargne-logement	6 720	7 825
Total comptes épargne-logement	800	680
Total provision au titre des contrats épargne-logement	7 520	8 505

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

5.10. Capitaux propres

➤ Composition du capital au 30 juin 2011

Au 30 juin 2011, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres	% du capital
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	778 475	10,39%
Dont part du Public	770 543	10,28%
Dont part Crédit Agricole S.A.		
Dont part Auto-détenue	7 932	0,11%
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	1 873 852	25,00%
Dont part du Public		
Dont part Crédit Agricole S.A.	1 873 852	25,00%
Parts sociales	4 843 081	64,61%
Dont 74 Caisses Locales	4 843 059	64,61%
Dont 21 administrateurs de la CR	21	
Dont Crédit Agricole S.A.	1	
TOTAL	7 495 408	100,00%

La valeur nominale des titres est de 15,25 € et le montant total du capital est 114.304,972 K€

➤ Dividendes

Au titre de l'exercice 2010, l'Assemblée générale de la Caisse Régionale Alpes Provence a approuvé le versement d'un dividende net par part sociale de 0,43 euros.

Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2007	4,5	4,5	0,7
2008	4,2	4,2	0,69
2009	2,21	2,21	0,43
2010	2,64	2,64	0,43

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 17 445 milliers d'euros.

6. Engagements de financement et de garantie

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Engagements donnés	1 511 630	1 274 975
Engagements de financement	1 322 606	1 079 872
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	56 391	
. Engagements en faveur de la clientèle	1 266 215	1 079 872
Ouverture de crédits confirmés	869 786	894 831
- Ouverture de crédits documentaires	6 468	5 850
- Autres ouvertures de crédits confirmés	863 318	888 981
Autres engagements en faveur de la clientèle	396 429	185 041
Engagements de garantie	189 024	195 103
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	0	0
. Engagements d'ordre de la clientèle	189 024	195 103
Cautions, avals, autres garanties	54 401	51 726
Cautions immobilières	17 588	23 742
Garanties financières	51 537	55 328
Autres garanties d'ordre de la clientèle	65 498	64 307
Engagements reçus	3 856 378	3 802 132
Engagements de financement	710 936	839 314
. Engagements reçus d'établissements de crédit	710 936	839 314
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	3 141 731	2 960 235
. Engagements reçus d'établissements de crédit	509 694	547 884
. Engagements reçus de la clientèle	2 632 037	2 412 351
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	177 111	166 949
Autres garanties reçues	2 454 926	2 245 402
Autres Engagements reçus	3 711	2 583
. Autres Engagements reçus	3 711	2 583

7. Reclassements d'instruments financiers

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale Alpes Provence n'a pas opéré en 2011 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

8. Juste valeur des instruments financiers

8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
ACTIFS	12 560 382	13 357 239	12 896 711	13 591 174
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 270 746	1 270 746	1 741 864	1 741 864
Prêts et créances sur la clientèle	10 976 789	11 761 606	10 846 408	11 521 016
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	307 283	319 323	302 816	322 671
Immeuble de placements	5 564	5 564	5 623	5 623
PASSIFS	12 149 983	12 250 876	12 420 707	12 632 764
Dettes envers les établissements de crédits	7 100 119	7 193 304	7 180 867	7 284 918
Dettes envers la clientèle	3 792 201	3 792 201	3 935 851	3 935 851
Dettes représentées par un titre	1 193 394	1 201 094	1 233 180	1 341 180
Dettes subordonnées	64 269	64 277	70 809	70 815

8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

	Total 30/06/2011	Total 31/12/2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 216	2 838	0	1 216	0
Créances sur les établissements de crédit	0	0			
Créances sur la clientèle	0	0			
Titres reçus en pension livrée	0	0			
Titres détenus à des fins de transaction	326	298	0	326	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	326	298		326	
Actions et autres titres à revenu variable	0	0			
Instruments dérivés	890	2 540		890	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	13 546	11 322	13 546	0	0
Créances sur la clientèle	0	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	13 546	11 322		0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	13 546	11 322	13 546		
Actions et autres titres à revenu variable	0	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	1 178 357	1 217 124	105 481	1 072 876	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	474 701	490 287	95 117	379 584	
Actions et autres titres à revenu variable	703 656	726 837	10 364	693 292	
Créances disponibles à la vente	0	0			
Instruments dérivés de couverture	78 669	109 795		78 669	
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 271 788	1 341 079	119 027	1 152 761	0

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

	Total 30/06/2011	Total 31/12/2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	891	16 387	0	891	0
Titres vendus à découvert	0	0			
Titres donnés en pension livrée	0	0			
Dettes représentées par un titre	0	0			
Dettes envers la clientèle	0	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0	0			
Instruments dérivés	891	16 387		891	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0			
Instruments dérivés de couverture	83 977	98 453		83 977	
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	84 868	114 840	0	84 868	0

9. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler

10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2011

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation	Evolution du périmètre	Méthode au 30 juin 2011	% de contrôle		% d'intérêt	
				31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011
Etablissements bancaires et financiers							
ALPES PROVENCE	France		Mère	100,0000	100,0000	100,0000	100,0000
Caisses Locales	France		Mère	100,0000	100,0000	100,0000	100,0000
SCI les Fauvins	France		Globale	99,9904	99,9904	99,9904	99,9904
CAAPIMMO 4	France		Globale	99,0000	99,0000	99,0000	99,0000
CAAPIMMO 6	France		Globale	100,0000	100,0000	100,0000	100,0000
L'immobilière d'A Coté	France		Globale	100,0000	100,0000	100,0000	100,0000
Fonds dédiés :							
CAP REGULIER 1	France		Globale	99,9747	99,9747	99,9747	99,9747
CAP ACTIONS 2	France		Globale	99,9667	99,9667	99,9667	99,9667
CAP OBLIGATAIRE	France		Globale	99,9667	99,9667	99,9667	99,9667

ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L INFORMATION

CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE
SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL & PERSONNEL VARIABLES
Capital au 30 juin 2011 114.304.972 €
Siège Social : 25, chemin des trois cyprès – 13097 AIX EN PROVENCE
381 976 448 RCS AIX EN PROVENCE

Responsable de l'information relative à la Caisse Régionale

- M Thierry POMARET, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence,

Attestation du Responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 5 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Aix en Provence,

Le 26 Juillet 2011

Le Directeur Général

Thierry POMARET

RAPPORT DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris-La Défense Cedex
S.A. au capital de € 5.497.100
Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
SAS à capital variable
Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
Régionale de Versailles

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence

Période du 1er janvier au 30 juin 2011

Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris-La Défense et Lyon, le 3 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Pascal Brouard

Philippe Duchêne